AW

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 41.494/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 17 octobre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications", a donné le 13 novembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Portée du projet

L'arrêté royal en projet a pour objet d'adapter le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après : l'Institut) aux modifications résultant de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, qui a accru l'autonomie de l'Institut par rapport aux pouvoirs publics. De plus, le projet introduit dans le statut du personnel de l'Institut les principes résultant de la réforme dite "Copernic", notamment en réformant la structure des grades et en instaurant diverses mesures destinées à mieux motiver le personnel.

De manière plus générale, l'arrêté en projet vise à rassembler dans un texte unique l'ensemble des dispositions régissant le statut administratif du personnel de l'Institut. Ces dispositions sont actuellement dispersées dans un série d'autres textes, que le projet à l'examen abroge ou remplace. Parallèlement au présent projet, un projet d'arrêté royal portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications a également été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État, donné ce jour sous la référence 41.495/4. Ainsi qu'il ressort du rapport au Roi accompagnant le présent projet, ces deux projets constitueront ensemble "l'épine dorsale du statut du personnel de l'Institut" (1).

(1) Rapport au Roi, p. 2.

Formalité préalable

Dans le préambule est visé l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 5 octobre 2006. Si le ministre a effectivement donné à cette date son accord sur le projet c'est moyennant un certain nombre d'adaptations. Parmi celles-ci figurent notamment l'invitation de l'auteur du projet à soumettre à l'accord du Selor l'organisation de toutes les sélections comparatives.

Or, il ressort de l'article 16 du projet que des sélections comparatives organisées sous la propre responsabilité de l'IBPT ne sont pas soumises à cet accord.

Par ailleurs, le Ministre de la Fonction publique relève dans la même lettre un certain nombre de remarques plus techniques dont il n'a été que partiellement tenu compte. Il en sera fait état, s'il y a lieu, lors de l'examen des articles.

Observations générales

1. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les contrats actuellement en vigueur conclus entre l'IBPT et les membres de son personnel constituent la loi des parties et qu'ils ne peuvent être modifiés que par le consentement mutuel de celles-ci. Ceci a pour conséquence que les aménagements que l'arrêté royal en projet apporte aux dispositions supplétives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ne peuvent être considérées comme étant immédiatement applicables aux contrats en cours. Cette applicabilité ne pourra résulter le cas échéant que d'avenants aux contrats en vigueur.

2.1. À l'article 82, § 1er, du projet, la qualification de "chargé de mission" est réservée soit aux agents statutaires soit aux membres du personnel contractuel entrés en service dans "les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée".

Or, il ressort des articles 20 à 24 du projet, qu'à la seule exception des membres du personnel contractuel visés à l'article 24, § 2, du projet, qui vise ceux engagés en vue d'effectuer des tâches spécifiques, tous les autres membres du personnel contractuel sont engagés pour une durée déterminée (2).

Cette incohérence doit être levée.

Par ailleurs, on peut sérieusement se demander si l'engagement sous contrat de membres du personnel visés à l'article 24, § 2 ne répond pas déjà, en tout ou en partie, aux besoins spécifiques auxquels la désignation de "chargés de mission de projet et de fonction" entend pourvoir.

2.2. La définition que donne le paragraphe 3 de l'article 82 du projet de la "mission de fonction" est rédigée en des termes qui sont incompréhensibles et qui en outre ne permettent pas de distinguer cette mission spécifique de la "mission de projet" visée au paragraphe 2.

2.3. Enfin la section de législation du Conseil d'État s'interroge sur la portée réelle de ces dispositions confuses qui pourront être appliquées autant à des membres du personnel statutaire qu'à des membres du personnel contractuel (3) qui appartiennent aux niveaux A, B et C confondus et D (4) et, en particulier, comment des missions d'une telle importance ou d'une telle complexité pourront être confiées à des personnes qui appartiennent aux niveaux inférieurs dans les deux catégories de personnel statutaire et contractuel.

2.4. L'ensemble de ces dispositions doit être fondamentalement revu.

---

(2) Certains membres du personnel contractuel recrutés pour exécuter des tâches auxiliaires peuvent également l'être pour une durée indéterminée mais visiblement ces personnes ne sont pas visées à l'article 82, § 1er.

(3) Voir l'article 82, § 1er, du projet.

(4) Voir l'article 82, § 5, du projet.

Observations particulières

Préambule

1. La loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, visée au premier référant, ne constitue pas la base légale de l'arrêté en projet. Le premier référant sera donc omis.

2. C'est l'article 26, alinéa 3, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges qui constitue la base légale de l'arrêté en projet. Au deuxième référant, il conviendra de remplacer les mots "notamment l'article 13" par les mots "notamment l'article 26, alinéa 3, modifié par la loi du 20 juillet 2006".

3. Il convient de viser, au préambule de l'arrêté en projet, tous les arrêtés que le texte en projet modifie ou abroge. La référence à ces textes se fera en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ces textes ont subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs. Ces textes doivent être référés au préambule dans leur ordre chronologique en commençant par le plus ancien.

4. L'arrêté ministériel du 4 novembre 1998, cité au septième référant, n'est pas abrogé par l'arrêté en projet. Le septième référant doit dès lors être omis.

5. L'article 26, alinéa 3, de la loi du 17 janvier 2003, précitée, dispose que le statut administratif de l'Institut est fixé par le Roi "sur proposition de l'Institut et après accord des Ministres de la Fonction publique et du Budget". Avant le référant visant l'avis de l'inspecteur des finances, il conviendra dès lors d'insérer un référant mentionnant la proposition de l'Institut du 10 février 2006.

6. Au lieu d'écrire "Vu l'avis du Délégué du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2006", il y a lieu décrire "Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 7 juillet 2006".

Dispositif

Article 1er

Au 4°, pour plus de clarté, il convient de remplacer dans le texte français le terme "agent" par les termes "agent statutaire".

L'ensemble du texte doit être revu en conséquence.

Article 2

À l'article 2, § 2, il est suggéré de mentionner également, dans un point 6° (l'actuel point 6° devenant le point 7°), le titre VIII, chapitre III. Le chapitre III du titre VIII, relatif aux chargés de mission, est en effet également applicable aux membres du personnel contractuels.

Article 6

1. L'article 6, § 1er, 5°, du projet indique que, pour les grades énumérés à l'annexe II, il faut avoir réussi une sélection comparative. Il ressort cependant de l'article 78, § 1er, du projet que certains des grades énumérés dans l'annexe II peuvent être conférés par voie de promotion. La question se pose si l'intention est bien de conférer ces grades soit par recrutement soit par promotion.

2. Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire dans le texte français "conformément à la loi".

Article 7

1. À l'article 7, premier tiret, il semble qu'il faille lire "visées à l'article 6, § 1er, 4°" au lieu de "visées à l'article 6, § 1er, 5°".

2. Au second tiret, il est question de connaissances pratiques et d'expérience professionnelle obtenues dans un État membre de l'Union Européenne ou dans la Confédération suisse. En vertu de l'article 6, § 1er, 1°, peuvent être nommées agent, les personnes ayant la nationalité d'un État membre de l'Espace économique européen (qui ne sont donc pas nécessairement des ressortissants d'un État membre de l'Union européenne) ou de la Confédération suisse. Il vaudrait mieux remplacer, dans l'article 7, second tiret, les mots "Union européenne" par les mots "Espace économique européen", pour éviter tout problème de discrimination à l'égard des candidats ayant acquis des connaissances pratiques ou une expérience professionnelle utile dans un État membre de l'Espace économique européen mais non de l'Union européenne.

Article 10

Au paragraphe 2, les mots "tel que modifié", ainsi que la deuxième phrase, devraient être omis.

Par cette double modification, il est donné suite à l'intention de l'auteur du projet de rendre l'arrêté du 1er mars 2003 applicable tant dans sa version actuelle que dans ses versions futures.

La même observation vaut mutatis mutandis pour l'article 116 du projet.

Article 14

À l'article 14, 2°, le mot "éventuellement" devrait être omis. Il serait en outre utile de préciser que les assesseurs ont également voix délibérative.

Article 16

1. Au lieu d'écrire "dans des circonstances exceptionnelles", il serait plus clair d'écrire "en cas de nécessité justifiée par des besoins urgents et spécifiques de l'Institut", ainsi qu'il est expliqué dans le rapport au Roi [5]. Cette précision permettra de contrôler si l'Institut ne recourt pas de manière abusive à la faculté offerte par l'article 16.

2. Par ailleurs, dans sa lettre du 5 octobre 2006, le Ministre de la Fonction publique a considéré que "la possibilité d'organiser des sélections comparatives devra au minimum être soumise à l'accord du Selor" et que "Celui-ci veillera au contrôle qualité des sélections exercées dans ce cadre".

Si en l'espèce, l'article 16 prévoit un contrôle de qualité de Selor, par contre il ne prévoit pas l'accord de celui-ci.

Article 17

Il conviendrait de préciser parmi quelles personnes le président des commissions de sélection visées à l'article 17 peut être désigné.

Article 19

À l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "fixées à l'article 6, § 1er".

Articles 20, 21, 22 et 24

1. Il serait souhaitable de préciser, à l'article 20, alinéa 1er, que sont visés les besoins exceptionnels et temporaires "au sens de l'article 73, § 2, alinéa 2, 1°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", à l'instar de la méthode adoptée pour l'article 24, §§ 1er et 2, alinéa 1er, du projet.

---

(5) Rapport au Roi, bas de la page 4.

2. Dans l'article 21, § 1er, alinéa 1er, il sera fait référence au point 2° de la disposition légale précitée.

3. Dans l'article 22, alinéa 1er, sera visé le point 3° de cette même disposition.

4. À l'article 24, § 1er, il convient d'écrire "comme visé à l'article 73, § 2, alinéa 2, 4°, [...]". De plus, pour tenir compte de ce qu'un arrêté royal ne peut pas, en vertu du principe de la hiérarchie des normes, interpréter une loi, il est conseillé d'ajouter, après les mots "il y a lieu d'entendre", les mots "pour l'application du présent arrêté".

À l'article 24, § 1er, 4°, est visé "le personnel destiné à effectuer des prestations incomplètes". La section de législation observe qu'il n'y a pas nécessairement adéquation entre ce personnel et celui visé à l'article 73, § 2, alinéa 2, 4°. Le texte doit être revu en conséquence.

5. À l'article 24, § 2, il convient d'écrire "comme visé à l'article 73, § 2, alinéa 2, 4° [...]". Après les mots "il y a lieu d'entendre", il est suggéré, pour les raisons exposées ci-dessus, d'ajouter les mots "pour l'application du présent arrêté".

Article 25

1. Au paragraphe 3, il serait souhaitable que dans le rapport au Roi, soit indiqué quel est le contenu respectif de "la partie générale" et de l'"épreuve supplémentaire".

2. Le paragraphe 3, alinéa 2, ne permet pas de comprendre si tous les lauréats de l'épreuve générale seront invités à participer à l'épreuve supplémentaire (ou complémentaire). Si tel est le cas, les mots "dans l'ordre de leur classement" paraissent inutiles. Si l'intention est de n'inviter, dans l'ordre du classement obtenu à l'épreuve

générale, qu'un nombre de candidats approprié par rapport au nombre d'emplois à pourvoir, cette précision devrait figurer dans le texte.

Article 26

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il est conseillé de préciser si les mots "communication de la décision" visent l'envoi de la décision par le Conseil ou sa réception par le lauréat. Une telle précision permet d'éviter des problèmes d'interprétation en cas de litige.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, pour éviter tout problème au regard des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution, il est suggéré d'utiliser les termes "en application de dispositions de droit national ou international", plutôt que la formulation restrictive actuellement envisagée.

3. La rédaction du paragraphe 2, première phrase, gagnerait à être clarifiée. La formulation suivante pourrait être retenue pour cette première phrase, si elle correspond bien à l'intention de l'auteur du projet :

"Si plusieurs lauréats d'une même sélection comparative sont appelés simultanément, ils prennent rang en fonction du classement qui leur a été attribué lors de cette sélection comparative."

4. La portée de la deuxième phrase de l'article 26, § 2, alinéa 1er, n'est pas claire. Si, après les mots "classé le plus bas après lui", il faut sous-entendre les mots "qui est déjà en fonction", il vaudrait mieux le dire explicitement dans le texte. Le sens de la phrase devra en tout état de cause être clarifié.

Par ailleurs, on peut se demander s'il est logique et conforme à l'équité qu'un lauréat, dont il appert après enquête que sa conduite répond aux exigences de la fonction, se voit malgré tout pénalisé dans son classement par rapport aux autres candidats dont la conduite n'a pas été soumise à enquête.

.../...

5. Au paragraphe 2, alinéa 2, la section de législation n'aperçoit pas l'utilité des mots "et ne peuvent être admis à l'essai qu'en cas de vacance d'un emploi avant l'expiration du délai de validité de la sélection comparative". Cette condition paraît devoir être remplie avant tout engagement, la réussite d'une sélection comparative ne conférant pas de droit à une nomination. Il est dès lors suggéré d'omettre cette partie de phrase.

Article 27

Aux paragraphes 2 et 3, après les mots "conditions d'aptitude", il conviendrait d'ajouter le mot "médicale".

Article 28

1. Dans l'article 28, alinéa 1er, il y a lieu de préciser les termes "contrôle les conditions générales d'admissibilité prévues à l'article 6, 5° [lire : article 6, § 1er, 5°]". Si c'est uniquement la vérification de la réussite d'une sélection comparative au sens de l'article 6, § 1er, 5°, qui est ainsi visée, il vaudrait mieux remplacer les termes précités par la formulation suivante "contrôle, le cas échéant (6), si la condition générale d'admissibilité prévue à l'article 6, § 1er, 5°, est remplie".

2. À l'article 28, alinéa 1er, in fine, afin d'uniformiser la terminologie, il convient de remplacer, dans le texte français, le mot "particulières" par le mot "spéciales"

3. En outre, à l'article 28, alinéa 2, il convient de remplacer les mots "autres conditions d'admissibilité" par les mots "les conditions d'admissibilité prévues à l'article 6, § 1er, 1° à 4°", du moins si telle est l'intention de l'auteur du projet. En toute hypothèse ces conditions doivent être précisées.

(6) L'article 6, § 1er, 5°, n'exige la réussite d'une sélection comparative que pour les grades énumérés à l'annexe II.

Article 29

Il convient de mentionner l'intitulé complet du décret du 20 juillet 1831 (décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative).

Article 31

La section de législation observe que le congé de circonstance visé à l'article 15*bis* de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 n'est pas mentionné à l'article 31, § 2, alinéa 3, 3°, du projet. Il est suggéré de vérifier si cette omission est volontaire.

Article 33

1. Au paragraphe 2, il serait utile de préciser que la période d'essai ne peut être prolongée qu'une seule fois.

2. Il est suggéré d'ajouter, à la fin du paragraphe 2, la phrase "Il est procédé comme indiqué au paragraphe 1er".

Articles 34 et 35

1. La section de législation se demande si la proposition visée à l'article 35, § 1er, ne devrait pas également être mentionnée à l'article 34 comme étant susceptible de recours devant la Chambre de recours. Dans ce cas, l'ordre des articles 34 et 35 devrait être inversé.

2. Concernant le licenciement sans préavis pour faute grave prévu à l'article 35, § 2, la section de législation observe que l'idée d'une mise en demeure ne s'accommode pas avec l'idée de faute grave. Les mots "mise en demeure" devraient dès lors être omis.

Article 36

En vue de lever toute ambiguïté quant au sens des mots "in de volgorde", utilisés dans la version néerlandaise, et des mots "dans l'ordre suivant", utilisés dans la version française, le texte suivant est proposé :

"Lors de leur admission définitive, les agents statutaires sont classés, avec prise de rang à la date de la nomination à l'essai, en respectant dans chacun des groupes ci-après, le classement prévu à l'article 8, alinéa 1er, dans l'ordre suivant : d'abord ceux qui donnent satisfaction après la durée normale de la période d'essai et ensuite ceux qui donnent satisfaction après prolongation de la période d'essai."

Article 39

À l'article 39, alinéa 2, au lieu d'écrire "ceci vaut également [...]", mieux vaut écrire "cette interdiction vaut également [...]"; cette formulation serait en outre plus proche de la version néerlandaise du texte.

Article 40

Au paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu d'ajouter, comme à l'article 11, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, que "le Conseil garantit à cet effet l'accès à la formation continue entre autres en vue du développement de la carrière professionnelle".

Article 42

Dans la version française de l'article 42, au lieu d'écrire "de consulter personnellement son dossier", il semble qu'il faille écrire "de consulter son dossier personnel", à l'instar de ce qui est écrit à l'article 9 de l'arrêté royal précité du 2 octobre 1937.

Article 43

L'article 43 commence par viser les agents et membres du personnel contractuel ("Est incompatible avec la qualité d'agent ou de membre du personnel contractuel [...]"), mais ne vise par la suite que les seuls agents (statutaires), ce qui constitue une incohérence. Il est proposé de rédiger l'article 43 comme suit :

"Est incompatible avec la qualité d'agent statutaire ou de membre du personnel contractuel, toute occupation exercée soit par l'intéressé lui-même, soit par son conjoint ou la personne avec laquelle il cohabite, soit par une personne interposée, et qui pourrait porter préjudice à l'Institut, nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou être contraire à la dignité de celle-ci."

Article 44

À l'article 44, § 1er, alinéa 2, la référence à l'article 20 du Code des impôts sur les revenus doit s'entendre comme une référence à l'article 23 de ce Code. La disposition sera rectifiée en ce sens.

Article 45

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il convient d'écrire "Par dérogation à l'article 44, § 1er, alinéa 1er", au lieu de "Par dérogation à l'article 45, § 1er, alinéa 1er".

2. Le dernier alinéa du paragraphe 2 devrait être omis, les décisions en cause devant de toute manière être motivées en vertu de la loi du 29 juillet 1991.

La même observation vaut pour les articles 87, § 3, et 88, § 2, alinéa 3.

Article 46

1. Au paragraphe 3, après les mots "ses droits à une nomination éventuelle ultérieure", il est suggéré d'ajouter "dans ce grade".

2. Au paragraphe 3, la section de législation se demande si cette disposition doit se comprendre comme signifiant qu'en cas de refus de promotion par l'agent, celui-ci a un droit de priorité à être promu au premier emploi de promotion qui deviendrait ultérieurement vacant. Le texte gagnerait, en tout cas, à être clarifié.

Article 48

Au lieu d'écrire "il est reconnu nécessaire", mieux vaudrait écrire "il apparaît nécessaire".

Article 57

1. Le contenu des entretiens de fonctionnement est actuellement défini dans l'article 57 de façon fort abstraite. Ces entretiens étant notamment destinés à expliquer le montant de l'allocation de gestion qui sera proposée pour la période écoulée, il paraît indiqué de rédiger cette disposition de manière plus concrète. Ainsi, l'article 57, § 1er, alinéa 2, 2°, pourrait par exemple être rédigé comme suit :

"2° les résultats atteints par le membre du personnel et les aptitudes générales dont il a fait preuve au regard des objectifs qui lui ont été indiqués lors de l'entretien de planning précédent."

2. La dernière phrase du paragraphe 4, alinéa 2, paraît inutile, l'article 63, § 1er, 3°, prévoyant déjà le dépôt des rapports "de tous les entretiens de fonctionnement obligatoires ou non". Cette phrase devrait dès lors être supprimée.

Article 58

Il serait plus clair de rédiger l'article 58, § 1er, alinéa 3, comme suit :

"[...] du plan d'accompagnement. Celui-ci court jusqu'au prochain entretien de fonctionnement obligatoire et débute à temps de sorte qu'il dure toujours au moins trois mois."

Article 59

1. Le mot "finaliser" est un anglicisme. Au paragraphe 2, alinéa 1er, plutôt que d'écrire "l'évaluateur finalise", il est préférable d'écrire "l'évaluateur rédige".

2. Au même alinéa in fine, plutôt que d'écrire "et de la contribution personnelle de l'évalué à celui-ci", il serait plus judicieux d'écrire "et de la contribution personnelle de l'évalué à la réalisation de ceux-ci".

Article 60

1. L'expression "rapport d'évaluation descriptif de l'entretien final", figurant à l'article 60, § 1er, initio, est quelque peu curieuse. Il pourrait être plus approprié de parler de "rapport d'évaluation descriptif qui suit l'entretien final".

La même observation vaut pour l'article 68.

2. Dans ce même paragraphe 1er, plutôt que d'écrire "ne comporte pas de mention finale", il paraît plus approprié d'écrire "ne comporte pas de proposition de mention finale". C'est en effet le Conseil, et non l'évaluateur, qui décide de l'évaluation attribuée, ainsi qu'il ressort de l'article 61.

3. En ce qui concerne l'article 60, § 2, alinéa 2, il est fait référence à l'observation n° 4, sous l'article 48, de l'avis 41.495/4 précité.

4. Dans la version française, à l'article 60, § 3, in fine, plutôt que d'écrire "cycle d'évaluation précédent", il serait plus correct d'écrire "cycle d'évaluation écoulé".

Article 61

1. L'article 61 aurait mieux sa place entre les actuels articles 63 et 64, de manière à respecter l'ordre chronologique des différentes phases de la procédure. Dans ce cas, les articles 62 et 63 deviendraient les articles 61 et 62, et l'article 61 deviendrait l'article 63.

2. Il pourrait être utile d'ajouter, à la fin de l'actuel article 61, que le Conseil se prononce sur les propositions d'évaluation "sur le vu du dossier d'évaluation individuel".

Article 64

La section de législation n'aperçoit pas pourquoi un sort particulier est réservé aux formalités prévues aux seules dispositions mentionnées à l'article 64. Les autres formalités doivent-elles être considérées comme des erreurs de procédure qui entraînent l'irrégularité ab initio de toute la procédure ?

L'article 64 devrait être clarifié à cet égard.

Article 66

1. Au paragraphe 2, il serait utile que le rapport au Roi explique quelle est la portée de la dérogation dont il est question dans la deuxième phrase de la disposition à l'examen.

2. Au paragraphe 3, après les mots "La démission", il convient d'ajouter les mots "ou le licenciement". Au lieu d'écrire "est prononcée", il y a lieu d'écrire alors "sont prononcés".

Article 67

1. À l'alinéa 2, il serait plus clair d'écrire "[...] à huit fois cette rémunération si l'agent compte au moins dix ans et moins de vingt ans de service et à six fois cette rémunération si l'agent compte moins de dix ans de service". De plus, il est suggéré de préciser, à la fin de l'alinéa 2, à quel moment ces conditions d'ancienneté doivent être remplies (par exemple "au moment où la démission lui est signifiée").

2. L'alinéa 3 indique que la rémunération à prendre en considération est celle qui est due pour des prestations complètes. S'il faut en déduire que l'indemnité de douze, huit ou six fois la dernière rémunération mensuelle se calcule toujours en rémunérations "temps plein", même si l'agent travaillait à temps partiel, il y aurait un problème de discrimination à l'égard des travailleurs travaillant à temps plein. L'alinéa 3 devra être rédigé de manière à éviter un tel problème de discrimination.

Article 68

Il y a lieu de compléter le texte par les mots suivants "à l'expiration du délai de cinq jours ouvrables prévu par l'article 59, § 2, alinéa 3".

Article 69

1. Au 1°, il y a lieu de compléter le texte par les mots "Elle est qualifiée de «promotion par avancement de grade»".

2. L'expression "nomination d'un agent à un grade d'un niveau supérieur", figurant à l'article 69, 1°, est ambiguë. Il n'est pas clair si cette expression vise uniquement un passage à un niveau supérieur (le mot "niveau" étant entendu comme désignant les niveaux A, B, C et D), ou s'il peut aussi s'agir du passage dans un grade plus élevé du même niveau. C'est sans nul doute cette deuxième interprétation qui correspond à l'intention de l'auteur de l'arrêté projeté [(7)]; l'expression en cause doit dès lors être remplacée par les mots "nomination d'un agent à un grade de niveau ou de rang supérieur".

Article 70

Au paragraphe 1er, il y a lieu de remplacer les mots "une promotion en grade" par les mots "une promotion par avancement de grade".

Article 72

1. Au paragraphe 2, les mots "fait appel à Selor" n'ont pas de portée juridique. Il serait préférable d'écrire, par exemple, que ces sélections comparatives sont organisées "sous la responsabilité de Selor".

2. Concernant les mots "dans des circonstances exceptionnelles", il est renvoyé à l'observation n° 1 relative à l'article 16.

---

(7) L'on en trouve la confirmation dans l'article 79 du projet, qui envisage des promotions entre divers rangs du niveau 1 (l'article 79 vise bien des promotions, puisqu'il se présente comme une dérogation aux articles 70, § 1er, et 72, § 1er, alinéa 1er, qui visent eux-mêmes explicitement des promotions).

Article 78

1. L'auteur du projet est invité à vérifier si la mention du grade de "premier conseiller", figurant au paragraphe 1er, n'est pas le fruit d'une erreur matérielle. En effet, l'annexe II de l'arrêté en projet ne mentionne pas le grade de "premier conseiller" parmi les grades accessibles par voie de recrutement. De plus, le paragraphe 1er, alinéa 2, parle de "grade" au singulier, et la suite de l'article 78 ne mentionne que le grade de "conseiller". Le cas échéant, la mention du grade de "premier conseiller" figurant au paragraphe 1er devra être omise.

2. La portée du paragraphe 2 n'est pas claire. Il conviendrait de vérifier si les termes "sélection de carrière", utilisés dans la version française, correspondent bien au terme néerlandais "bevorderingsselectie". Peut-être vaudrait-il mieux employer, dans la version française, les termes de "sélection comparative de promotion".

Article 80

1. Au paragraphe 2, alinéa 1er, plutôt que d'écrire "pour la nomination", il est suggéré d'écrire "pour une promotion en application du paragraphe 1er".

2. L'alinéa 2 du même paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Seules les candidatures présentées dans la forme et le délai fixés par le Conseil sont pris en considération".

Article 81

L'article 81, § 2, énonce, pour la promotion des lauréats au grade de conseiller, des conditions d'ancienneté plus sévères que celles exigées par l'article 73, § 2, pour pouvoir participer à une sélection comparative pour la promotion au grade de conseiller. Il se peut donc que des lauréats à la sélection comparative de conseiller ne puissent pas être nommés immédiatement. Cette situation est une dérogation à l'article 76 selon lequel les lauréats sont promus dans l'ordre de leur classement. Il convient de clarifier le projet à cet égard.

.../...

Article 83

1. L'article 83, § 2, prévoit que la mission de fonction "secrétaire d'un Administrateur (en extinction), ou du Président ou d'un Membre du Conseil, peut toujours être prolongée". Il ressort par ailleurs de l'article 82, § 3, dernière phrase, qu'une mission de fonction peut également être attribuée aux membres du personnel contractuels engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur les articles 10, 10*bis* et 11 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, qui soumettent la conclusion de plusieurs contrats de travail à durée déterminée successifs à des conditions strictes, ceci en ce qui concerne les membres du personnel contractuel qui se voient confiés cette mission.

2. Au même paragraphe, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "du Président ou d'un Membre du Conseil".

3. Au paragraphe 4, la portée des mots "à moins qu'il ne soit prouvé au préalable que la mission revêt un caractère temporaire" n'est pas claire. Si le sens à donner à ces termes est "à moins qu'il n'apparaisse d'emblée que la mission aura une durée moindre [(8)]", il vaut mieux utiliser cette dernière formulation.

Article 85

1. Au paragraphe 1er, il conviendrait d'ajouter, parmi les mentions devant figurer dans l'appel à candidatures, si un test d'aptitude, tel que mentionné à l'article 86, alinéas 2 et 3, est prévu. Si oui, il y a lieu de définir exactement la nature, la portée et le déroulement de ce test.

---

(8) Elle ne pourrait avoir une durée plus longue (voir l'article 83, § 1er).

2. Au deuxième tiret de l'énumération du contenu de l'appel à candidatures, les mots "sont à recommander", utilisés dans la version française, paraissent peu appropriés. Mieux vaudrait écrire "constituent un avantage" ou "entrent également en considération".

La même observation vaut pour l'article 86, alinéa 1er, in fine.

3. Au paragraphe 2, il y a lieu d'indiquer dans le texte même, les cas dans lesquels il peut être dérogé à l'appel aux candidats. L'exigence d'une motivation s'avère insuffisante.

Article 86

En ce qui concerne les tests d'aptitude mentionnés aux alinéas 2 et 3, il est renvoyé à l'observation n° 1 relative à l'article 85.

Article 87

Au paragraphe 2, il est suggéré d'ajouter un alinéa 4 précisant que le Conseil décide, le cas échéant, de retirer la mission.

Article 88

1. L'article 88, § 1er, trouverait mieux sa place comme paragraphe 4 de l'article 87. L'article 87 regrouperait ainsi tous les cas de décisions de retrait de mission. Si la suggestion est suivie, les paragraphes 2, 3 et 4, de l'article 88, deviendraient les paragraphes 1er, 2 et 3 de cette disposition.

2. À l'actuel paragraphe 2 (devenant paragraphe 1er), alinéa 1er, l'utilité des mots "tel que stipulé à l'article 55, § 3, du statut pécuniaire", n'est pas claire. L'article 55, § 3, du statut pécuniaire traite du pourcentage de la rémunération auquel est fixé le montant des allocations. L'auteur du projet est invité à vérifier si le renvoi à l'article 55, § 3, du statut pécuniaire, doit être maintenu.

3. Les mots "cette décision", figurant au dernier alinéa de l'actuel paragraphe 2 (devenant paragraphe 1er), gagneraient à être précisés. Il serait plus clair d'écrire, par exemple "(...) informe les organisations syndicales représentatives de la décision de retrait d'office de la mission visée à l'alinéa 2".

4. Au paragraphe 3 (devenant le paragraphe 2), l'attention est attirée sur le fait que l'auteur du projet ne peut déroger aux dispositions interprétatives de la loi du 3 juillet 1978 précitée en ce qui concerne les préavis à respecter lorsque les chargés de mission sont engagés sous les liens d'un contrat de travail.

En ce qui concerne les agents statutaires, il est conseillé de préciser non seulement la période minimale mais également la période maximale de préavis pouvant être exigée du chargé de mission, de manière à assurer que la possibilité, pour le chargé de mission, de mettre fin à celle-ci, est effectivement un droit.

Article 90

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, in fine, il conviendrait de préciser que l'enquête urgente et approfondie est effectuée par le supérieur hiérarchique.

Article 91

Le paragraphe 3 devrait être complété en précisant par quel acte l'action disciplinaire est censée être entamée.

Article 93

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que seules les parties au procès pénal ont le droit d'obtenir une copie des jugements. Pour les autres personnes, la communication du jugement est subordonnée à une autorisation expresse du procureur général près la cour d'appel ou de l'auditeur général [(9)]. La communication de la décision judiciaire définitive à l'Institut ne peut donc être tenue pour certaine que si l'Institut s'est porté partie civile au procès pénal. L'article 93, alinéa 2, devrait être précisé quant au mode de calcul du délai de prescription de six mois dans l'hypothèse où le ministère public n'a pas communiqué la décision judiciaire.

Article 95

Au paragraphe 2, alinéa 3, dans la version française, au lieu de parler d'"agents définitifs", mieux vaut parler d'agents "nommés à titre définitif".

Dans ce même alinéa, l'expression de "bons services" devrait être remplacée par une autre expression ayant une portée juridiquement vérifiable.

Article 97

1. Il est conseillé de supprimer les termes "manifester son intention de". Par ailleurs, il conviendrait de préciser la forme selon laquelle la Chambre de Recours doit être saisie (par exemple par l'envoi d'une lettre recommandée), ainsi que les coordonnées de l'autorité auprès de laquelle le recours sera valablement introduit.

2. Il est également souhaitable de préciser si le jour où l'intéressé a visé la proposition de mesure ou de peine est comprise dans le délai de dix jours ouvrables (une possibilité de rédaction alternative serait : "prenant cours le lendemain du jour où il a visé la proposition de mesure ou de peine").

---

(9) Article 125 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

3. Enfin, il est conseillé de compléter l'article 97 par les mots suivants :

"Dans ce cas, le délai de dix jours ouvrables prend cours le lendemain de cette constatation."

Article 99

Mieux vaudrait prévoir, au paragraphe 2, que chaque section ne siège valablement que si elle est composée d'un nombre égal d'assesseurs désignés par les organisations syndicales et d'assesseurs désignés par le Conseil (ce qui rend superflu le système d'élimination ultérieure par tirage au sort lors du vote). L'équilibre voulu entre les représentants des organisations syndicales et ceux du Conseil sera ainsi mieux garanti, notamment aux yeux du requérant si celui-ci comparaît personnellement devant la Chambre de recours.

Article 101

Il est suggéré de compléter l'article 101, § 1er, par un alinéa 2 qui pourrait être rédigé comme suit (afin de tenir compte du délai de dix jours prévu au paragraphe 2, alinéa 2) :

"Un délai d'au moins dix jours ouvrables doit séparer la date de la convocation à l'audience et celle-ci."

Article 104

Au paragraphe 1er, alinéa 2, au lieu d'écrire "éventuellement", il vaut mieux écrire "le cas échéant".

Article 108

Dans la version française de l'article 108, les mots "reçoit les" seraient avantageusement remplacés par les mots "obtient des".

Article 112

Dans la version française de l'article 112, plutôt que d'écrire "se trouve en non-activité", mieux vaut écrire "se trouve dans la position administrative de non-activité".

Au lieu d'utiliser le terme "fixé", mieux vaut utiliser le terme "prévu".

Article 114

À l'alinéa 1er, après les mots "aux conditions" il y aurait lieu d'ajouter les mots "de mise en disponibilité".

Article 120

À l'article 120 du projet, il semble qu'il faille lire, non pas "Par dérogation à l'article 108 [...]", mais bien "Par dérogation à l'article 107 [...]".

Article 121

À l'article 121, il y a lieu de renvoyer, non à l' article 92, §§ 1er et 3, et à l'article 90, 5°, du statut administratif, mais à l'article 91, §§ 1er et 3, et à l'article 89, de ce statut.

Articles 125 et 128

Dans les articles 125 et 128 du projet, il vaudrait mieux remplacer les mots "lorsqu'une absence d'un an est prévue" par les mots "lorsqu'une absence d'au moins un an est prévue".

Article 129

La section de législation observe que l'article 129 du projet (article 1er, § 3, 7°, en projet) ne vise pas le congé d'adoption, alors que l'article 136, alinéa 2, du projet (article 12, § 1er, alinéa 5, en projet) vise ce type de congé. L'auteur du projet est invité à vérifier s'il n'y a pas là une incohérence.

Article 132

1. Les dispositions autres que l'article 132 de la section VI du titre XI, chapitre V, ne se présentent pas comme des dispositions formellement modificatives de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État - tel ne saurait d'ailleurs être le cas, compte tenu de l'objet spécifique du projet à l'examen - mais comme énonçant la manière dont les dispositions qu'elles mentionnent de cet arrêté royal doivent être lues en tant qu'elles s'appliquent, en vertu de l'article 116, alinéa 1er, du projet, au personnel de l'I.B.P.T.

C'est également de cette manière que doivent être présentés les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 10 de l'arrêté précité du 19 novembre 1998, énoncés à l'article 132 du projet, même si, à la différence des autres dispositions de la section VI précitée, ces paragraphes ne seraient applicables qu'aux membres de l'I.B.P.T. Il convient en effet de maintenir l'unité de méthode rédactionnelle. En outre, tels qu'ils sont rédigés et insérés formellement dans l'article 10 précité, les paragraphes 4 et 5 précités se présenteraient comme ayant une portée générale dans l'arrêté précité du 19 novembre 1998 et le paragraphe 3 ne s'appliquerait qu'à "l'Institut" sans que l'arrêté précité du 19 novembre 1998, non formellement modifié, ait précisé préalablement qu'il s'agit de l'I.B.P.T.

Il y a donc lieu de rédiger comme suit la phrase liminaire de l'article 132 :

"L'article 10 doit être lu comme contenant des paragraphes 3, 4 et 5 rédigés comme suit :"

2. À l'article 10, § 4, premier tiret, en projet, il y a lieu d'observer que les congés exceptionnels visés ne sont pas accordés à l'agent "pour poser sa candidature" mais pour exercer le mandat auquel peut conduire cette candidature. Le texte devrait être rectifié en ce sens.

La même observation vaut pour l'article 135 du projet.

Article 138

Il existe déjà un paragraphe 5 à l'article 14 de l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998.

Si l'intention de l'auteur du projet consiste à ce que le texte proposé soit lu comme remplaçant l'actuel article 14, § 5, de l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998, il y a lieu, en adoptant la même méthode rédactionnelle que celle suivie dans le reste de la section VI du titre XI, chapitre V, et pour éviter d'écrire de manière erronée que, d'une manière générale, pour l'ensemble du personnel auquel s'applique cet arrêté, l'article 14, § 5, serait formellement remplacé, de rédiger la phrase liminaire de l'article 138 comme suit :

"L'article 14, § 5, doit être lu comme suit :"

Toutefois, la phrase liminaire de l'article 138 semble envisager une insertion d'un paragraphe, et non le remplacement d'un paragraphe, ce qui peut laisser entendre que l'auteur du projet a l'intention de disposer que l'article 14 précité doit être lu comme s'il contenait un paragraphe nouveau. Telle paraît devoir être l'intention, compte tenu de l'objet du paragraphe énoncé. Si tel est effectivement le cas, il y aurait lieu, toujours pour les motifs exprimés, *mutatis mutandis*, dans l'observation n° 1 faite sur l'article 132, de rédiger la phrase liminaire de l'article 138 comme suit :

"L'article 14 doit être lu comme contenant un paragraphe 4*bis* rédigé comme suit :"

Article 139

L'article 139 du projet (article 45, alinéa 1er, en projet) comporte, dans sa version française, une erreur matérielle : au lieu d'écrire "à quelque titre que ce soit et sans interruption de carrière", il convient de lire "à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire" (10). La disposition projetée est à rectifier en ce sens.

Article 149

À l'article 149, alinéa 1er, il n'est pas tenu compte aux points 3° et 4° de ce que certaines personnes peuvent avoir la nationalité belge et la nationalité d'un État de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse. Il est dès lors suggéré de remplacer, dans ces deux dispositions, les mots "sans en acquérir une autre" par les mots "sans justifier de la possession de la nationalité".

Article 150

1. Au point 1°, il vaudrait mieux fixer, non seulement la durée minimum du délai de préavis à donner par l'agent, mais aussi le délai maximum pouvant être exigé.

2. Au point 3°, il est suggéré d'ajouter les mots "obtenues lors de l'évaluation visée aux articles 56 et suivants".

Article 152

L'auteur du projet est invité à vérifier si, au lieu de viser, à la fin de la disposition envisagée, l'article 26, § 1er, du statut pécuniaire, il n'y a pas lieu de viser l'article 26, § 2, de ce statut.

---

(10) Voir la version néerlandaise du texte ("en zonder vrijwillige onderbreking") et voir la version actuelle de l'article 45, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998.

Article 153

Cette disposition déroge au principe générale de non-rétroactivité des actes administratifs et ne peut dès lors donner rétroactivement un fondement à des actes irréguliers qui auraient été irrégulièrement accomplis sous l'empire de la réglementation antérieure. S'agissant en particulier, selon le rapport au Roi, de régulariser les actes pris par une autorité incompétente, seul le législateur pourrait à certaines conditions envisager la régularisation de tels actes.

Article 159

1. La section de législation n'aperçoit pas pourquoi le paragraphe 1er dispose que les trois arrêtés royaux qu'il cite "ne sont plus applicables", plutôt que d'abroger ceux-ci. La formulation utilisée ne se justifie que si les trois arrêtés en question restent applicables à d'autres personnes qu'aux agents visés à l'article 2 du projet. A première vue, cela ne semble pas être le cas. De plus, le second des arrêtés royaux cités ne semble jamais avoir été applicable aux agents visés à l'article 2, puisqu'il concerne le statut du personnel contractuel. Le paragraphe 1er devra donc être revu.

2. Au paragraphe 2, les mots "ainsi que les règlements administratifs spécifiques relatifs à ces grades" doivent être omis, l'abrogation de l'arrêté royal servant de base à ces règlements étant suffisante.

Article 160

Les dispositions relatives à l'entrée en vigueur entendent donner à l'arrêté projeté un effet rétroactif (sauf en ce qui concerne les articles 44 et 45 du projet). Le rapport au Roi ne contient pas d'explication sur les raisons de cette rétroactivité, ni sur les dates d'entrée en vigueur respectives fixées pour les différentes dispositions.

Ainsi que la section de législation l'a rappelé à de nombreuses reprises [(11)], il ne peut être conféré d'effet rétroactif aux arrêtés que sous certaines conditions, c'est-à-dire lorsque la rétroactivité a un fondement légal, lorsqu'elle se rapporte à une règle qui accorde des avantages, dans le respect du principe d'égalité, ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises. L'auteur du projet devra être en mesure de justifier que la rétroactivité envisagée s'inscrit dans une de ces hypothèses.

---

(11) Voir par exemple l'avis 38.185/1 donné le 17 mars 2005 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 31 mai 2006 déterminant la composition du Conseil de direction de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur belge du 29 juin 2006).

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER, LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT R. ANDERSEN

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.494/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 oktober 2006 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie", heeft op 13 november 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Strekking van het ontwerp

Het ontworpen koninklijk besluit heeft tot doel het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna : het Instituut) aan te passen aan de wijzigingen die voorloeien uit de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, die de autonomie van het Instituut ten aanzien van de overheid heeft doen toenemen. Bovendien neemt het ontwerp in het statuut van het personeel van het Instituut de beginselen op die voortvloeien uit de zogenaamde "Copernicus-hervorming", inzonderheid door de structuur van de graden te hervormen en door diverse maatregelen in te voeren om het personeel beter te motiveren.

Meer algemeen strekt het ontworpen besluit ertoe in een enkele tekst alle bepalingen samen te brengen die het administratief statuut van het personeel van het Instituut regelen. Deze bepalingen zijn thans verspreid over een reeks andere teksten die bij het voorliggende ontwerp worden opgeheven of vervangen. Tegelijk met het voorliggende ontwerp is aan de afdeling wetgeving van de Raad van State ter fine van advies een ontwerp van koninklijk besluit voorgelegd houdende bezoldigingsregeling van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie; dat advies is heden uitgebracht onder het nr. 41.195/4. Zoals blijkt uit het verslag aan de Koning dat bij het voorliggende ontwerp gaat, zullen beide ontwerpen samen "de ruggengraat van het statuut van het personeel van het Instituut" [(1)] vormen.

---

(1) Verslag aan de Koning, blz. 2.

Voorafgaand vormvereiste

In de aanhef wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 5 oktober 2006. De Minister heeft op deze datum weliswaar effectief zijn instemming met het ontwerp betuigd, doch op voorwaarde dat een bepaald aantal wijzigingen worden aangebracht. Een van die wijzigingen is onder meer het verzoek van de steller van het ontwerp om de organisatie van alle vergelijkende selecties ter fine van goedkeuring voor te leggen aan Selor.

Uit artikel 16 van het ontwerp blijkt evenwel dat vergelijkende selecties die worden georganiseerd onder de eigen verantwoordelijkheid van het BIPT, die goedkeuring niet behoeven.

Bovendien maakt de Minister van Ambtenarenzaken in dezelfde brief een aantal meer technische opmerkingen waarmee slechts gedeeltelijk rekening is gehouden. Daarvan zal in voorkomende geval gewag worden gemaakt bij het onderzoek van de artikelen.

Algemene opmerkingen

1. De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat de thans geldende overeenkomsten gesloten tussen het BIPT en de leden van het personeel ervan, de partijen tot wet strekken en alleen kunnen worden gewijzigd met de wederzijdse toestemming van deze partijen. Zulks heeft tot gevolg dat de aanpassingen die het ontworpen koninklijk besluit aanbrengt in de aanvullende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten niet geacht kunnen worden onmiddellijk van toepassing te zijn op de lopende overeenkomsten. Deze toepasbaarheid kan in voorkomend geval alleen voortvloeien uit aanvullingen van de geldende overeenkomsten.

2.1. In artikel 82, § 1, van het ontwerp, wordt de kwalificatie "opdrachthouder" alleen toegekend ofwel aan de ambtenaren ofwel aan de "bij arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur in dienst genomen contractuele personeelsleden".

Uit de artikelen 20 tot 24 van het ontwerp blijkt evenwel dat, met als enige uitzondering de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 24, § 2, van het ontwerp, waarin wordt verwezen naar degenen die in dienst worden genomen voor het vervullen van bijzondere taken, alle andere contractuele personeelsleden voor een bepaalde duur worden in dienst genomen [(2)].

Dit gebrek aan samenhang moet worden verholpen.

Bovendien rijst de vraag of de indienstneming bij arbeidsovereenkomst van de personeelsleden bedoeld in artikel 24, § 2, niet reeds geheel of gedeeltelijk beantwoordt aan de specifieke behoeften waarin de aanstelling van "houders van een projectopdracht en van een functieopdracht" beoogt te voorzien.

2.2. De definitie die in paragraaf 3 van artikel 82 van het ontwerp wordt gegeven van "functieopdracht" is in onbegrijpelijke bewoordingen gesteld, waarbij bovendien het onderscheid niet kan worden gemaakt tussen deze specifieke opdracht en de "projectopdracht" in paragraaf 2.

2.3. Ten slotte heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State bedenkingen bij de reële strekking van deze onduidelijke bepalingen die zullen kunnen worden toegepast op zowel ambtenaren als contractuele personeelsleden [(3)] die behoren tot de niveaus A, B en C samen en D [(4)] en inzonderheid vraagt zij zich af hoe zulke belangrijke of moeilijke opdrachten zullen kunnen worden opgedragen aan personen die behoren tot lagere niveaus in beide categorieën van vastbenoemd of contractueel personeel.

2.4. Alle bepalingen moeten grondig worden herzien.

---

(2) Sommige contractuele personeelsleden die worden "aangeworven om bijkomende taken uit te voeren" kunnen eveneens in dienst worden genomen voor onbepaalde duur, maar in artikel 82, § 1, wordt duidelijk niet gedoeld op die personen.

(3) Zie artikel 82, § 1, van het ontwerp.

(4) Zie artikel 82, § 5, van het ontwerp.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, die vermeld wordt in de eerste aanhefverwijzing, levert niet de rechtsgrond op van het ontworpen besluit. De eerste aanhefverwijzing moet dus vervallen.

2. Artikel 26, derde lid, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector vormt de rechtsgrond van het ontworpen besluit. In de tweede aanhefverwijzing dienen de woorden "inzonderheid opa artikel 13" vervangen te worden door de woorden "inzonderheid op artikel 26, derde lid, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006".

3. In de aanhef van het ontworpen besluit dient verwezen te worden naar alle besluiten die de ontworpen tekst wijzigt of opheft. De verwijzing naar die teksten moet geschieden met vermelding van alle uitdrukkelijke nog geldende wijzigingen die deze teksten hebben ondergaan; daartoe dienen alleen de aard en de datum van de wijzigingsteksten te worden aangegeven. Deze teksten moeten in de aanhef worden vermeld naar tijdsorde, te beginnen met de oudste.

4. Het ministerieel besluit van 4 november 1998, aangehaald in de zevende aanhefverwijzing, wordt niet opgeheven bij het ontworpen besluit. De zevende aanhefverwijzing moet bijgevolg vervallen.

5. Artikel 26, derde lid, van de voormelde wet van 17 januari 2003 bepaalt dat het administratief statuut van het Instituut door de Koning wordt vastgesteld "op voorstel van het Instituut en na akkoord van de ministers van Ambtenarenzaken en Begroting". Bijgevolg dient vóór de aanhefverwijzing waarin het advies van de inspecteur van financiën wordt vermeld, een aanhefverwijzing te worden ingevoegd met vermelding van het voorstel van het Instituut van 10 februari 2006.

6. In plaats van "Gelet op het advies van de afgevaardigde van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juli 2006", schrijve men "Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 7 juli 2006".

Dispositief

Artikel 1

In onderdeel 4° dient duidelijkheidshalve in de Franse tekst het woord "agent" vervangen te worden door de woorden "agent statutaire".

De gehele tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 2

In artikel 2, § 2, wordt voorgesteld in een onderdeel 6° (waarbij het huidige onderdeel 6° onderdeel 7° wordt) eveneens melding te maken van titel VIII, hoofdstuk III. Hoofdstuk III van titel VIII, betreffende de "opdrachthouders", is immers ook van toepassing op de contractuele personeelsleden.

Artikel 6

1. In artikel 6, § 1, 5°, van het ontwerp wordt bepaald dat voor de graden die worden opgesomd in bijlage II, men geslaagd moet zijn "voor een vergelijkende selectie". Uit artikel 78, § 1, van het ontwerp blijkt evenwel dat sommige van de in bijlage II opgesomde graden bij wege van bevordering kunnen worden verleend. De vraag rijst of het wel de bedoeling is die graden ofwel via werving, ofwel bij wege van bevordering te verlenen.

2. In paragraaf 2 schrijve men in de Franse tekst "conformément à la loi".

Artikel 7

1. In artikel 7, eerste streepje, laat het zich aanzien dat "bedoeld in artikel 6, § 1, 4°" dient te worden gelezen in plaats van "bedoeld in artikel 6, § 1, 5°".

2. Onder het tweede streepje is er sprake van praktische kennis en beroepservaring verworven in een Lid-Staat van de Europese Unie of in de Zwitserse Bondsstaat. Krachtens artikel 6, § 1, 1°, kunnen tot ambtenaar worden benoemd de personen met de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte (die dus niet noodzakelijk onderdanen zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie) of de Zwitserse Bondsstaat. Het zou beter zijn in artikel 7, tweede streepje, de woorden "Europese Unie" te vervangen door de woorden "Europese Economische Ruimte", om elk probleem te voorkomen van discriminatie ten aanzien van gegadigden die praktische kennis of nuttige beroepservaring hebben opgedaan in een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte, doch niet van de Europese Unie.

Artikel 10

In paragraaf 2 zouden de woorden "zoals het gewijzigd is", alsmede de tweede zin, moeten vervallen.

Met deze tweevoudige wijziging wordt tegemoetgekomen aan het opzet van de steller van het ontwerp om zowel de huidige als de toekomstige versies van het besluit van 1 maart 2003 toepasselijk te verklaren.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 16 van het ontwerp.

Artikel 14

In artikel 14, 2°, zou het woord "eventueel" moeten vervallen. Het zou bovendien nuttig zijn te preciseren dat de assessoren eveneens stemgerechtigd zijn.

Artikel 16

In plaats van te schrijven "in uitzonderlijke omstandigheden", zou het duidelijker zijn om, zoals in het verslag aan de Koning wordt uitgelegd, te schrijven "in geval van noodzaak gerechtvaardigd door dringende en specifieke behoeften van het Instituut" (5). Deze precisering maakt het mogelijk te controleren of het Instituut geen onrechtmatig gebruik maakt van de in artikel 16 geboden mogelijkheid.

(5) Verslag aan de Koning, onderaan bladzijde 4.

2. De Minister van Ambtenarenzaken heeft in zijn brief van 5 oktober 2006 bovendien gesteld dat de mogelijkheid om vergelijkende selecties te organiseren ten minste ter goedkeuring zal moeten worden voorgelegd aan Selor en dat Selor moet toezien op de kwaliteit van de in dat kader verrichte selecties.

Artikel 16 voorziet in casu wel in een kwaliteitscontrole door Selor, doch niet in de goedkeuring van Selor.

Artikel 17

Er zou moeten worden gepreciseerd uit welke personen de voorzitter van de in artikel 17 bedoelde selectiecommissies kan worden gekozen.

Artikel 19

In het tweede lid schrijve men "gesteld bij artikel 6, § 1".

Artikelen 20, 21, 22 en 24.

1. Het is wenselijk in artikel 20, eerste lid, te preciseren dat gedoeld wordt op de buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften "in de zin van artikel 73, § 2, tweede lid, 1°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", naar het voorbeeld van de werkwijze in artikel 24, §§ 1 en 2, eerste lid, van het ontwerp.

2. In artikel 21, § 1, eerste lid, moet verwezen worden naar onderdeel 2° van de voormelde wetsbepaling.

3. In artikel 22, eerste lid, moet verwezen worden naar onderdeel 3° van diezelfde bepaling.

4. In artikel 24, § 1, schrijve men "zoals bedoeld in artikel 73, § 2, tweede lid, 4°, [...]". Om rekening te houden met het feit dat een koninklijk besluit, krachtens het beginsel van de hiërarchie in de regelgeving, geen wet mag interpreteren, wordt bovendien aangeraden tussen het woord "moet" en de woorden "worden verstaan", de woorden "voor de toepassing van dit besluit" in te voegen.

In artikel 24, § 1, 4°, is er sprake van "het personeel bestemd om onvolledige prestaties te verrichten". De afdeling wetgeving wijst erop dat dit personeel en het personeel waarvan sprake is in artikel 73, § 2, tweede lid, 4°, niet noodzakelijk met elkaar overeenstemmen. De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

5. In artikel 24, § 2, schrijve men "zoals bedoeld in artikel 73, § 2, tweede lid, 4°, [...]". Om de hierboven opgegeven redenen wordt voorgesteld om tussen het woord "moet" en de woorden "worden verstaan" de woorden "voor de toepassing van dit besluit" in te voegen.

Artikel 25

1. Wat paragraaf 3 betreft, zou het wenselijk zijn in het verslag aan de Koning de inhoud te vermelden van respectievelijk "het algemene gedeelte" en de zogenaamde "bijkomende proef".

2. Uit paragraaf 3, tweede lid, kan niet worden opgemaakt of alle geslaagden voor het algemene gedeelte zullen worden opgeroepen om deel te nemen aan het bijkomende gedeelte. Indien zulks het geval is, zijn de woorden "in de volgorde van hun rangschikking" nutteloos. Als het in de bedoeling ligt in de volgorde van de rangschikking na het algemene gedeelte slechts een aantal gegadigden op te roepen in verhouding tot het aantal openstaande betrekkingen, zou deze precisering in de tekst moeten worden opgenomen.

Artikel 26

In paragraaf 1, eerste lid, verdient het aanbeveling te preciseren of de woorden "mededeling van de beslissing" doelen op het toezenden van de beslissing door de raad dan wel op de ontvangst ervan door de geslaagde. Een zodanige precisering voorkomt interpretatieproblemen in geval van betwisting.

2. Om elk probleem ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel en het beginsel van non-discriminatie, die door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden bekrachtigd, te voorkomen, wordt voorgesteld in paragraaf 1, tweede lid, de woorden "met toepassing van de bepalingen van nationaal of internationaal recht" te gebruiken in plaats van de thans ontworpen beperkende formulering.

3. De redactie van paragraaf 2, eerste zin, zou moeten worden verduidelijkt. Voor deze eerste zin zou de volgende formulering in aanmerking kunnen worden genomen, indien zij echt overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp :

"Indien verscheidene geslaagden uit eenzelfde vergelijkende selectie terzelfder tijd worden opgeroepen, hebben zij rang op grond van hun rangschikking bij de eerste vergelijkende selectie."

4. De betekenis van de tweede zin van artikel 26, § 2, eerste lid, is niet duidelijk. Indien men na de woorden "de laagste na hem gerangschikte" de woorden "die reeds in dienst is" erbij moet denken, zou het beter zijn zulks uitdrukkelijk te vermelden in de tekst. Hoe dan ook moet er klaarheid worden gebracht in deze zin.

De vraag rijst ook of het logisch en billijk is dat een geslaagde, van wie na onderzoek blijkt dat zijn gedrag voldoet aan de vereisten van het ambt, desondanks benadeeld wordt in zijn rangschikking ten aanzien van de overige gegadigden naar wier gedrag geen onderzoek is verricht.

5. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat het nut is van de woorden "en zij kunnen alleen tot de proeftijd worden toegelaten indien een betrekking vrijkomt vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de vergelijkende selectie" in paragraaf 2, tweede lid. Aan die voorwaarde lijkt te moeten zijn voldaan vóór iedere aanwerving, aangezien het slagen voor een vergelijkende selectie geen recht geeft op een benoeming. Voorgesteld wordt derhalve dit zinsdeel weg te laten.

Artikel 27

In de paragrafen 2 en 3 moet vóór het woord "geschiktheidsvoorwaarden" het woord "medische" ingevoegd worden.

Artikel 28

1. In artikel 28, eerste lid, moeten de woorden "controleert de afgevaardigd bestuurder de algemene toelaatbaarheidsvereisten voorzien in artikel 6, 5° (lees : bepaald in artikel 6, § 1, 5°)" gepreciseerd worden. Indien daarmee alleen wordt bedoeld dat wordt nagegaan of de betrokkene geslaagd is voor een vergelijkende selectie in de zin van artikel 6, § 1, 5°, zou het beter zijn de genoemde woorden te vervangen door de volgende

formulering "controleert de afgevaardigd bestuurder, in voorkomend geval [6], of het algemene toelaatbaarheidsvereiste bepaald in artikel 6, § 1, 5°, vervuld is".

2. In artikel 28, eerste lid, in fine, moet in de Franse tekst, ter wille van een eenvormige terminologie, het woord "particulières" vervangen worden door het woord "spéciales".

3. Bovendien moeten in artikel 28, tweede lid, de woorden "de overige toelaatbaarheidsvereisten" vervangen worden door de woorden "de toelaatbaarheidsvereisten bepaald in artikel 6, § 1, 1° tot 4°", ten minste als dat de bedoeling is van de steller van het ontwerp. Die voorwaarden moeten in ieder geval gepreciseerd worden.

Artikel 29

Het volledige opschrift van het decreet van 20 juli 1831 moet worden vermeld (decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie).

Artikel 31

De afdeling wetgeving merkt op dat het omstandigheidsverlof genoemd in artikel 15*bis* van het koninklijk besluit van 19 november 1998 niet vermeld wordt in artikel 31, § 2, derde lid, 3°, van het ontwerp. Er wordt voorgesteld na te gaan of dat verlof bewust is weggelaten.

---

(6) Artikel 6, § 1, 5° legt het slagen voor een vergelijkende selectie alleen op aan de graden opgesomd in bijlage II.

Artikel 33

1. Wat paragraaf 2 betreft, zou het nuttig zijn te preciseren dat de proeftijd slechts één keer kan worden verlengd.

2. Voorgesteld wordt om aan het einde van paragraaf 2 de volgende zin toe te voegen : "Er wordt te werk gegaan als vermeld in paragraaf 1".

Artikelen 34 en 35

1. De afdeling wetgeving vraagt zich af of het voorstel bedoeld in artikel 35, § 1, niet eveneens zou moeten worden vermeld in artikel 34 als een voorstel waartegen beroep kan worden ingesteld bij de Raad van beroep. In dat geval zou de volgorde van de artikelen 34 en 35 moeten worden omgekeerd.

2. In verband met het ontslag zonder opzegging wegens een zware fout, waarin artikel 35, § 2, voorziet, merkt de afdeling wetgeving op dat de idee van een aanmaning zich niet verdraagt met de idee van een zware fout. De woorden "of aangemaand" zouden dus moeten vervallen.

Artikel 36

Om iedere onduidelijkheid te voorkomen omtrent de betekenis van de woorden "in de volgorde" gebruikt in de Nederlandse versie, en de woorden "dans l'ordre suivant", gebruikt in de Franse tekst, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Bij hun aanstelling in vast verband worden de ambtenaren, met ranginneming op de datum van de benoeming op proef en met inachtneming, in elk van de hiernavolgende groepen, van de rangschikking waarvan sprake in artikel 8, eerste lid,

in deze volgorde gerangschikt : eerst zij die na de normale duur van de proeftijd voldoening geven, en vervolgens zij die voldoening geven na verlenging van de proeftijd".

Artikel 39

In artikel 39, tweede lid, is het beter te schrijven "cette interdiction vaut également [...]", in plaats van "ceci vaut également [...]"; die formulering zou bovendien nauwer aansluiten bij de Nederlandse versie van de tekst.

Artikel 40

Aan paragraaf 2, tweede lid, behoort, zoals in artikel 11, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, te worden toegevoegd dat "de Raad daartoe de toegang waarborgt tot de voortgezette opleiding, onder meer met het oog op de uitbouw van de beroepsloopbaan".

Artikel 42

In de Franse versie van artikel 42 lijkt er in de plaats van "de consulter personnellement son dossier" het volgende te moeten staan : "de consulter son dossier personnel", in navolging van wat er in artikel 9 van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 staat.

Artikel 43

In artikel 43 is er eerst sprake van ambtenaren en contractuele personeelsleden ("Met de hoedanigheid van ambtenaar of contractueel personeelslid is onverenigbaar [...]"), maar daarna enkel nog van ambtenaren, wat niet logisch is. Voorgesteld wordt artikel 43 als volgt te stellen :

"Met de hoedanigheid van ambtenaar of contractueel personeelslid is onverenigbaar elke bezigheid die door de betrokkene zelf, hetzij door zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft, hetzij door een tussenpersoon, wordt verricht, en die het Instituut nadeel kan berokkenen, het vervullen van de ambtsplichten in de weg kan staan of met de waardigheid van het ambt in strijd is."

Artikel 44

In artikel 44, § 1, tweede lid, moet de verwijzing naar artikel 20 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen begrepen worden als een verwijzing naar artikel 23 van dat Wetboek. De bepaling moet in die zin worden verbeterd.

Artikel 45

1. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men "In afwijking van artikel 44, § 1, eerste lid", in plaats van "Bij afwijking van artikel 45, § 1, eerste lid".

2. Het laatste lid van paragraaf 2 moet vervallen, aangezien de betrokken beslissingen hoe dan ook gemotiveerd moeten worden krachtens de wet van 29 juli 1991.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 87, § 3, en 88, § 2, derde lid.

Artikel 46

1. Voorgesteld wordt in paragraaf 3 aan de woorden "zijn rechten op een eventueel (lees : eventuele) latere benoeming" de woorden "in die graad" toe te voegen.

2. De afdeling wetgeving vraagt zich af of de bepaling van paragraaf 3 zo begrepen moet worden dat ingeval de ambtenaar een bevordering weigert, deze een recht van voorrang heeft om in de eerstvolgende bevorderingsbetrekking die nadien openvalt bevorderd te worden. Het zou hoe dan ook beter zijn de tekst te verduidelijken.

Artikel 48

Het is beter te schrijven "nodig blijkt" in plaats van "noodzakelijk wordt bevonden."

Artikel 57

1. De inhoud van de functioneringsgesprekken is thans zeer vaag bepaald in artikel 57. Aangezien die gesprekken onder meer bedoeld zijn om het bedrag van de beheerstoelage die voor de afgelopen periode voorgesteld zal worden, toe te lichten, lijkt het raadzaam die bepaling concreter te stellen. Zo bijvoorbeeld zou artikel 57, § 1, tweede lid, 2°, als volgt kunnen worden gesteld :

"2° de resultaten bereikt door het personeelslid en de algemene bekwaamheden waarvan hij blijk heeft gegeven ten aanzien van de doelstellingen die hem tijdens het voorgaande planningsgesprek uiteen zijn gezet."

2. De laatste zin van paragraaf 4, tweede lid, lijkt overbodig, aangezien in artikel 63, § 1, 3°, reeds bepaald is dat het verslag "van alle al dan niet verplichte functioneringsgesprekken" moet worden neergelegd. Die zin moet bijgevolg vervallen.

Artikel 58

Het zou duidelijker zijn artikel 58, § 1, derde lid, als volgt te stellen :

"Tijdens het begeleidingsplan wordt maandelijks een gesprek gehouden waarvan de voornaamste vaststellingen en afspraken worden genoteerd. Dat begeleidingsplan loopt tot het volgende verplichte functioneringsgesprek en wordt tijdig gestart zodat het steeds minimaal 3 maanden duurt."

Artikel 59

1. Naar analogie van het tekstvoorstel gedaan in de Franse versie van dit advies, schrijve men in paragraaf 2, eerste lid, "stelt de beoordelaar het beschrijvende beoordelingsverslag op" in plaats van "finaliseert de beoordelaar het beschrijvende beoordelingsverslag".

2. Het zou beter zijn in hetzelfde lid aan het einde te schrijven "en de persoonlijke bijdrage van de beoordeelde aan het bereiken daarvan" in plaats van "en de persoonlijke bijdrage van de beoordeelde hieraan".

Artikel 60

1. De uitdrukking "Het beschrijvende beoordelingsverslag van het eindgesprek" in artikel 60, § 1, initio, is enigszins vreemd. Het zou misschien beter zijn te spreken van "Het beschrijvende beoordelingsverslag dat volgt op het eindgesprek".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 68.

2. In diezelfde paragraaf 1 lijkt het beter te schrijven "bevat geen voorstel van eindvermelding" in plaats van "omvat geen eindvermelding". Zoals blijkt uit artikel 61 beslist immers de Raad en niet de beoordelaar over de beoordeling die wordt toegekend.

3. Wat artikel 60, § 2, tweede lid, betreft, wordt verwezen naar opmerking nr. 4 bij artikel 48 in het voornoemde advies 41.495/4.

4. Het zou juister zijn in de Franse versie van artikel 60, 3, in fine "cycle d'évaluation écoulé" te schrijven in plaats van "cycle d'évaluation précédent".

Artikel 61

1. Artikel 61 hoort veeleer thuis tussen de huidige artikelen 63 en 64, zodat de chronologische volgorde van de verschillende fasen van de procedure geëerbiedigd wordt. In dat geval zouden de artikelen 62 en 63 de artikelen 61 en 62 worden, en zou artikel 61 artikel 63 worden.

2. Het zou nuttig kunnen zijn aan het einde van het huidige artikel 61 toe te voegen dat de Raad zich uitspreekt over de beoordelingsvoorstellen "op basis van het individueel beoordelingsdossier".

Artikel 64

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom alleen voor de vormvoorschriften bepaald in de in artikel 64 opgesomde artikelen in een specifieke regeling is voorzien. Moeten de overige vormvoorschriften beschouwd worden als procedurefouten die ertoe leiden dat de hele procedure ab initio onregelmatig is ?

Artikel 64 moet wat dat betreft verduidelijkt worden.

Artikel 66

1. Het zou nuttig zijn dat in het verslag aan de Koning wordt uitgelegd wat de strekking is van de afwijking waarvan sprake in paragraaf 2, tweede zin van de voorliggende bepaling.

2. In paragraaf 3 schrijve men "Het ontslag of de afdanking na ...".

Artikel 67

1. Het zou duidelijker zijn in het tweede lid te schrijven "[...] aan achtmaal deze bezoldiging indien de ambtenaar minstens tien jaar en minder dan twintig jaar dienst heeft en aan zesmaal deze bezoldiging indien de ambtenaar minder dan tien jaar dienst heeft". Daarnaast wordt voorgesteld aan het einde van het tweede lid te preciseren op welk tijdstip die anciënniteitsvoorwaarden vervuld moeten zijn (bijvoorbeeld "op het tijdstip waarop het ontslag hem wordt betekend").

2. In het derde lid staat dat de bezoldiging die in aanmerking genomen moet worden, de bezoldiging is die verschuldigd is voor volledige prestaties. Indien daaruit afgeleid moet worden dat de vergoeding van twaalf-, acht- of zesmaal de laatste maandbezoldiging steeds berekend wordt op basis van "voltijdse" bezoldigingen, ook al werkte de werknemer deeltijds, zou er een probleem van discriminatie zijn ten aanzien van de voltijds werkende werknemers. Het derde lid moet zo worden gesteld dat zulk een probleem van discriminatie voorkomen wordt.

Artikel 68

De tekst moet worden aangevuld met de volgende woorden "bij het verstrijken van de termijn van vijf werkdagen bepaald in artikel 59, § 2, derde lid".

Artikel 69

1. In onderdeel 1° moet de tekst aangevuld worden met de woorden "Ze wordt bevordering door verhoging in graad genoemd".

2. De uitdrukking "benoeming van een ambtenaar tot een graad van een hoger niveau" in artikel 69 is dubbelzinnig. Het is niet duidelijk of hiermee alleen de overgang naar een hoger niveau wordt bedoeld (waarbij onder de term "niveau" de niveaus A, B, C en D worden verstaan), dan wel of het ook kan gaan om de overgang naar een hoger graad van hetzelfde niveau. Het is ongetwijfeld deze tweede uitleg die overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontworpen besluit [(7)]; de betrokken uitdrukking moet bijgevolg vervangen worden door de woorden "benoeming van een ambtenaar tot een graad van een hoger niveau of van een hogere rang".

---

(7) Dat wordt bevestigd in artikel 79 van het ontwerp, dat betrekking heeft op bevorderingen tussen verschillenden rangen van niveau 1 (artikel 79 slaat inderdaad op bevorderingen aangezien het zich aandient als een afwijking op de artikelen 70, § 1, en 72, § 1, eerste lid, waarin expliciet sprake is van bevorderingen).

Artikel 70

In paragraaf 1 moeten de woorden "een bevordering in graad" vervangen worden door de woorden "een bevordering door verhoging in graad".

Artikel 72

1. In paragraaf 2 hebben de woorden "doet de Raad een beroep op Selor" geen juridische strekking. Het zou bijvoorbeeld beter zijn te schrijven dat die vergelijkende selecties georganiseerd worden "onder de verantwoordelijkheid van Selor".

2. Met betrekking tot de woorden "in uitzonderlijke omstandigheden" wordt verwezen naar opmerking nr. 1 bij artikel 16.

Artikel 78

1. De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of de vermelding van de graad "eerste adviseur" in paragraaf 1 geen vergissing is. In bijlage II van het ontworpen besluit wordt de graad "eerste adviseur" immers niet genoemd als één van de graden die toegankelijk zijn bij wege van werving. Bovendien is er in paragraaf 1, tweede lid, sprake van "graad" in het enkelvoud, en wordt verder in artikel 78 alleen de graad "adviseur" genoemd. De vermelding van de graad "eerste adviseur" in paragraaf 1 moet in voorkomend geval vervallen.

2. De strekking van paragraaf 2 is niet duidelijk. Er behoort te worden nagegaan of de woorden "sélection de carrière" gebruikt in de Franse versie wel overeenstemmen met de Nederlandse term "bevorderingsselectie". Het zou misschien beter zijn in de Franse versie de woorden "sélection comparative de promotion" te gebruiken.

Artikel 80

1. Voorgesteld wordt in paragraaf 2, eerste lid, veeleer te schrijven "aan de ambtenaren die in aanmerking komen voor een bevordering met toepassing van paragraaf 1" in plaats van "aan de voor benoeming in aanmerking komende ambtenaren".

2. Het zou beter zijn het tweede lid van dezelfde paragraaf 2 als volgt te stellen :

"Alleen de sollicitaties die in de vorm en binnen de termijn bepaald door de Raad zijn ingediend, worden in aanmerking genomen."

Artikel 81

In artikel 81, § 2, worden strengere anciënniteitsvoorwaarden bepaald voor de bevordering van de geslaagden tot adviseur, dan die welke voorgeschreven zijn in artikel 73, § 2, om te mogen deelnemen aan een vergelijkende selectie voor bevordering tot adviseur. Het is dus mogelijk dat geslaagden voor de vergelijkende selectie voor adviseur niet onmiddellijk benoemd kunnen worden. Die situatie is een afwijking op artikel 76, luidens hetwelk de geslaagden bevorderd worden in de volgorde van hun rangschikking. Het ontwerp moet op dat punt worden verduidelijkt.

Artikel 83

1. Artikel 83, § 2, bepaalt dat de functieopdracht "secretaresse van een Administrateur (in uitdoving), of van de Voorzitter of van een Lid van de Raad, steeds verlengbaar is". Uit artikel 82, § 3, laatste zin, blijkt overigens dat een functieopdracht ook toegekend kan worden aan contractuele personeelsleden met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur. De aandacht van de steller van het ontwerp

wordt gevestigd op de artikelen 10, 10*bis* en 11 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, waarbij het afsluiten van verscheidene opeenvolgende arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur aan strenge voorwaarden wordt verbonden voor wat betreft de arbeidscontractanten aan wie die opdracht wordt toevertrouwd.

2. In dezelfde paragraaf schrijve men in de Franse tekst "du Président ou d'un Membre du Conseil".

3. In paragraaf 4 is de strekking van de woorden "tenzij vooraf aangetoond wordt dat de opdracht een tijdelijk karakter heeft" niet duidelijk. Indien aan die woorden de betekenis moet worden gegeven "tenzij onmiddellijk duidelijk is dat de opdracht minder lang zal duren [(8)]", zou het beter zijn de laatstgenoemde formulering te gebruiken.

Artikel 85

1. In paragraaf 1 moet bij datgene wat vermeld moet worden in de oproep tot het indienen van kandidaturen, ook de vermelding staan of voorzien wordt in een geschiktheidstest, zoals genoemd in artikel 86, tweede en derde lid. Zo ja, moeten nauwkeurig de aard, de strekking en het verloop van die test worden bepaald.

2. Wat het tweede streepje van de opsomming van de inhoud van de oproep tot het indienen van kandidaturen betreft, lijken de woorden "tot aanbeveling strekken" niet erg geschikt. Het zou beter zijn te schrijven : "een voordeel opleveren" of "ook in aanmerking komen".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 86, eerste lid, in fine.

---

(8) Ze kan niet langer duren (zie artikel 83, § 1).

3. Wat paragraaf 2 betreft, moet in de tekst zelf worden vermeld in welke gevallen kan worden afgeweken van de oproep tot de gegadigden. Het vereisen van een motivering blijkt onvoldoende.

Artikel 86

Wat de geschiktheidstesten vermeld in het tweede en het derde lid betreft, wordt verwezen naar opmerking nr. 1 bij artikel 85.

Artikel 87

Wat paragraaf 2 betreft, wordt voorgesteld om een vierde lid toe te voegen waarin wordt gepreciseerd dat de Raad in voorkomend geval besluit om de opdracht in te trekken.

Artikel 88

1. Artikel 88, § 1, zou beter paragraaf 4 van artikel 87 worden. Zo zou artikel 87 alle gevallen van beslissingen tot intrekking van een opdracht bevatten. Als dat voorstel wordt gevolgd, zouden de paragrafen 2, 3 en 4 van artikel 88 de paragrafen 1, 2 en 3 van die bepaling worden.

2. In de huidige paragraaf 2 (die paragraaf 1 wordt), eerste lid, is het gebruik van de woorden "zoals bepaald in art. 55, § 3 van het geldelijk statuut" niet duidelijk. Artikel 55, § 3, van het geldelijk statuut gaat over het percentage van de bezoldiging dat als uitgangspunt dient voor het vaststellen van het bedrag van de toelagen. De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of de verwijzing naar artikel 55, § 3, van het geldelijk statuut moet worden behouden.

3. De woorden "deze beslissing" in het laatste lid van de huidige paragraaf 2 (die paragraaf 1 wordt) zouden moeten worden verduidelijkt. Het zou bijvoorbeeld duidelijker zijn te schrijven "(...) stelt de representatieve vakorganisaties in kennis van de beslissing om de opdracht bedoeld in het tweede lid ambtshalve in te trekken".

4. In verband met paragraaf 3 (die paragraaf 2 wordt) wordt erop gewezen dat de steller van het ontwerp niet mag afwijken van de uitleggingsbepalingen van de voornoemde wet van 3 juli 1978 inzake de opzeggingen die in acht moeten worden genomen wanneer de opdrachthouders bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen worden.

Wat de ambtenaren betreft, wordt aangeraden niet alleen de minimale, maar ook de maximale opzeggingstermijn die van de opdrachthouder kan worden geëist te preciseren, om ervoor te zorgen dat de mogelijkheid die de opdrachthouder wordt gegeven om een eind te maken aan die opdracht, werkelijk een recht is.

Artikel 90

In paragraaf 1, eerste lid, in fine, zou moeten worden verduidelijkt dat het dringend en grondig onderzoek wordt verricht door de hiërarchische meerdere.

Artikel 91

Paragraaf 3 zou moeten worden aangevuld met de vermelding van de handeling waarmee de tuchtvordering geacht wordt ingesteld te zijn.

Artikel 93

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat alleen de partijen in het strafgeding recht hebben op een kopie van de vonnissen. Voor de overige personen wordt de kennisgeving van het vonnis afhankelijk gesteld van een uitdrukkelijke toestemming van de procureur-generaal bij het hof van beroep of van de auditeur-generaal [(9)]. De kennisgeving van de einduitspraak van het gerecht aan het Instituut kan dus slechts als zeker worden beschouwd als het Instituut is opgetreden als burgerlijke partij in het strafgeding. In artikel 93, tweede lid, zou moeten worden verduidelijkt hoe de verjaringstermijn van zes maanden wordt berekend ingeval het openbaar ministerie de uitspraak van het gerecht niet ter kennis heeft gebracht.

Artikel 95

In paragraaf 2, derde lid, zou het beter zijn in de Franse versie "agents nommés à titre définitif" te schrijven in plaats van "agents définitifs". In het Nederlands schrijve men "vastbenoemde ambtenaren" in plaats van "ambtenaren".

In datzelfde lid zouden de woorden "goede dienst" moeten worden vervangen door een ander begrip met een juridisch controleerbare strekking.

Artikel 97

1. Het is raadzaam de woorden "zijn voornemen te kennen te geven" te laten vallen. Voorts zouden de vorm waarin een zaak aanhangig moet worden gemaakt bij de Raad van Beroep (bijvoorbeeld door het zenden van een aangetekende brief), alsook het adres en de verdere gegevens van de instantie waarbij het beroep rechtsgeldig wordt ingesteld nader moeten worden gepreciseerd.

---

(9) Artikel 125 van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken.

2. Het is ook wenselijk dat wordt gepreciseerd of de dag waarop de betrokkene het voorstel van maatregel of straf heeft geviseerd, inbegrepen is in de termijn van tien werkdagen (een andere mogelijke formulering zou zijn : "die ingaat de dag nadat hij het voorstel van maatregel of straf heeft geviseerd").

3. Tot slot is het raadzaam artikel 97 aan te vullen met de volgende woorden :

"In dat geval gaat de termijn van tien werkdagen in de dag na die vaststelling".

Artikel 99

Het zou beter zijn in paragraaf 2 te bepalen dat een afdeling slechts op geldige wijze zitting houdt als ze is samengesteld uit evenveel assessoren aangewezen door de vakorganisaties als assessoren aangewezen door de Raad (waardoor het systeem van latere uitschakeling bij loting tijdens de stemming overbodig wordt). Het beoogde evenwicht tussen de vertegenwoordigers van de vakorganisaties en die van de Raad zal zo beter worden gewaarborgd, in het bijzonder in de ogen van de verzoeker als deze persoonlijk voor de Raad van Beroep verschijnt.

Artikel 101

Voorgesteld wordt artikel 101, § 1, aan te vullen met een tweede lid dat als volgt zou kunnen worden gesteld (om rekening te houden met de termijn van tien dagen voorgeschreven in paragraaf 2, tweede lid) :

"Tussen de datum van de oproeping voor de zitting en de zitting zelf moet een termijn van ten minste tien werkdagen liggen."

Artikel 104

In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men beter "in voorkomend geval" in plaats van "eventueel".

Artikel 108

In de Franse versie van artikel 108 schrijve men beter "obtient des" in plaats van "reçoit les".

Artikel 112

Men schrijve "op non-activiteit" in plaats van "in non-activiteit".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 111.

In de Franse tekst gebruike men in plaats van het woord "fixé" beter het woord "prévu".

Artikel 114

In het eerste lid voege men de woorden "van indisponibiliteitstelling" toe na de woorden "onder de voorwaarden".

Artikel 120

In artikel 120 van het ontwerp lijkt "In afwijking van artikel 107 [...]" te moeten worden gelezen in plaats van "In afwijking van artikel 108 [...]".

Artikel 121

In artikel 121 moet worden verwezen naar artikel 91, §§ 1 en 3, en artikel 89 van het administratief statuut in plaats van naar artikel 92, §§ 1 en 3, en artikel 90, 5°, van dat statuut.

Artikelen 125 en 128

In de artikelen 125 en 128 van het ontwerp zou het beter zijn de woorden "wanneer een afwezigheid van één jaar wordt voorzien" te vervangen door de woorden "wanneer een afwezigheid van ten minste één jaar wordt voorzien".

Artikel 129

De afdeling wetgeving merkt op dat in artikel 129 van het ontwerp (ontworpen artikel 1, § 3, 7°,) niet wordt verwezen naar het adoptieverlof, terwijl in artikel 136, tweede lid, van het ontwerp (ontworpen artikel 12, § 1, vijfde lid) wel naar dat soort verlof wordt verwezen. De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of dat wel coherent is.

Artikel 132

1. Met uitzondering van artikel 132 van afdeling VI van titel XI, hoofdstuk V, dienen de bepalingen zich niet aan als uitdrukkelijke wijzigingsbepalingen van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen - wat overigens niet het geval zou kunnen zijn, gelet op de specifieke strekking van het voorliggende ontwerp - , maar als bepalingen waarin wordt voorgeschreven hoe de genoemde bepalingen van dat koninklijk besluit moeten worden gelezen voor zover ze krachtens artikel 116, eerste lid, van het ontwerp van toepassing zijn op het personeel van het BIPT.

Zo moeten ook de paragrafen 3, 4 en 5 van artikel 10 van het voornoemde besluit van 19 november 1998, die worden vermeld in artikel 132 van het ontwerp, worden ingekleed, zelfs als die paragrafen, in tegenstelling tot de andere bepalingen van de voormelde afdeling VI, alleen van toepassing zouden zijn op de leden van het BIPT. De redactionele methode moet immers eenvormig blijven. Zoals de voormelde paragrafen 4 en 5 zijn gesteld en naar de vorm zijn ingevoegd in het voormelde artikel 10, lijken ze bovendien een algemene strekking te hebben in het voormelde besluit van 19 november 1998 en zou paragraaf 3 alleen van toepassing zijn op "het Instituut" zonder dat in het voornoemde besluit van 19 november 1998, dat niet uitdrukkelijk wordt gewijzigd, vooraf zou zijn verduidelijkt dat het om het BIPT gaat.

De inleidende zin van artikel 132 moet dus als volgt worden gesteld :

"Artikel 10 moet zo worden gelezen dat het paragrafen 3, 4 en 5 bevat die als volgt zijn gesteld :"

2. Wat het ontworpen artikel 10, § 4, eerste streepje, betreft, moet worden opgemerkt dat de ambtenaar het genoemde uitzonderlijk verlof niet krijgt "om zich kandidaat te stellen", maar wel om het mandaat uit te oefenen waartoe die kandidatuur kan leiden. De tekst moet in die zin worden rechtgezet.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 135 van het ontwerp.

Artikel 138

Er bestaat al een paragraaf 5 in artikel 14 van het voormelde koninklijk besluit van 19 november 1998.

Als het de bedoeling is van de steller van het ontwerp dat de voorgestelde tekst wordt gelezen als een vervangende tekst voor het huidige artikel 14, § 5, van het voormelde koninklijk besluit van 19 november 1998, dan moet - volgens dezelfde redactionele methode die in de rest van afdeling VI van titel XI, hoofdstuk V, wordt gevolgd en om te voorkomen dat verkeerdelijk wordt geschreven dat artikel 14, § 5, algemeen, voor alle personeelsleden waarop dat besluit van toepassing is, uitdrukkelijk vervangen wordt - de inleidende zin van artikel 138 als volgt worden gesteld :

"Artikel 14, § 5, moet als volgt worden gelezen :"

De inleidende zin van artikel 138 lijkt echter op de invoeging van een paragraaf te wijzen en niet op de vervanging van een paragraaf, wat kan doen vermoeden dat het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om te bepalen dat het voormelde artikel 14 zo moet worden gelezen als bevatte het een nieuwe paragraaf. Dat lijkt de bedoeling te moeten zijn, gelet op de strekking van de genoemde paragraaf. Als dat werkelijk het geval is, zou, nog altijd om de vermelde redenen, *mutatis mutandis*, in opmerking nr. 1 over artikel 132, de inleidende zin van artikel 138 als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 14 moet worden gelezen als bevat het een paragraaf 4*bis* die als volgt luidt :"

Artikel 139

De Franse versie van artikel 139 van het ontwerp (ontworpen artikel 45, eerste lid) bevat een verschrijving : in plaats van "à quelque titre que ce soit et sans interruption de carrière" moet worden geschreven : "à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire" [(10)]. De ontworpen bepaling moet in die zin worden rechtgezet.

---

(10) Zie de Nederlandse versie van de tekst ("en zonder vrijwillige onderbreking") en de huidige versie van artikel 45, eerste lid, van het koninklijk besluit van 19 november 1998.

Artikel 149

In artikel 149, eerste lid, is in de onderdelen 3° en 4° geen rekening gehouden met de omstandigheid dat bepaalde personen de Belgische nationaliteit en de nationaliteit van een Staat van de Europese Economische Ruimte of de Zwitserse Bondsstaat kunnen hebben. Daarom wordt voorgesteld de woorden "zonder er een andere ... te verwerven" in die twee bepalingen te vervangen door de woorden "zonder te doen blijken van de nationaliteit".

Artikel 150

1. Wat onderdeel 1° betreft, zou het beter zijn niet alleen de minimumduur te bepalen van de opzeggingstermijn die door de ambtenaar in acht moet worden genomen, maar ook de maximumduur die kan worden geëist.

2. Voorgesteld wordt aan onderdeel 3° de volgende woorden toe te voegen : "verkregen bij de beoordeling bedoeld in de artikelen 56 en volgende".

Artikel 152

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of aan het einde van de beschouwde bepaling niet veeleer moet worden verwezen naar artikel 26, § 2, van het geldelijk statuut in plaats van naar artikel 26, § 1, van dat statuut.

Artikel 153

Die bepaling wijkt af van het algemene beginsel dat bestuurshandelingen niet mogen terugwerken en mag bijgevolg niet met terugwerkende kracht een rechtsgrond verlenen aan onregelmatige handelingen die onwettig zouden zijn verricht onder de gelding van de vroegere regelgeving. Aangezien het volgens het verslag aan de Koning in het bijzonder de bedoeling is handelingen te regulariseren die door een onbevoegde overheid zijn verricht, zou alleen de wetgever, onder bepaalde voorwaarden, de regularisering van zulke handelingen kunnen opzetten.

Artikel 159

1. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom paragraaf 1 bepaalt dat de drie daarin genoemde koninklijke besluiten "niet meer van toepassing zijn", in plaats van te bepalen dat ze worden opgeheven. De gebruikte bewoordingen gaan alleen op, als de drie besluiten in kwestie van toepassing blijven op andere personen dan de ambtenaren bedoeld in artikel 2 van het ontwerp. Op het eerste gezicht lijkt dat niet het geval te zijn. Bovendien lijkt het tweede van de aangehaalde koninklijke besluiten nooit van toepassing te zijn geweest op de ambtenaren bedoeld in artikel 2, aangezien dat koninklijk besluit betrekking heeft op het statuut van het contractueel personeel. Paragraaf 1 moet dus worden herzien.

2. In paragraaf 2 moeten de woorden "en van de specifieke administratieve reglementen met betrekking tot die graden" vervallen, aangezien de opheffing van het koninklijk besluit dat de grondslag van die reglementen vormt, voldoende is.

Artikel 160

De bepalingen betreffende de inwerkingtreding willen het ontworpen besluit terugwerkende kracht verlenen (behalve wat de artikelen 44 en 45 van het ontwerp betreft). Het verslag aan de Koning bevat geen uitleg over de redenen voor die terugwerkende kracht, noch over de respectieve data van inwerkingtreding die voor de verschillende bepalingen zijn vastgelegd.

Zoals de afdeling wetgeving reeds herhaaldelijk heeft opmerkt [(11)], is het verlenen van terugwerkende kracht aan besluiten slechts onder bepaalde voorwaarden toelaatbaar, namelijk ingeval voor de retroactiviteit een wettelijke machtiging bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking van de diensten en erdoor, in beginsel, geen verkregen situaties worden aangetast. De steller van het ontwerp zal moeten kunnen aantonen dat de geplande terugwerkende kracht aan één van die gevallen beantwoordt.

---

(11) Zie bijvoorbeeld advies 38.185/1 van 17 maart 2005 over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit van 31 mei 2006 houdende samenstelling van de Directieraad van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers (Belgisch Staatsblad van 29 juni 2006).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT R. ANDERSEN